

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS 87564
64000 Pau

Pau, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS SUD OUEST

ÉTABLISSEMENT BEARN - Avenue Alfred Nobel
64000 Pau

Références : -
Code AIOT : 0005208746

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement COLAS SUD OUEST implanté Zone Industrielle BERLANNE 64160 Morlaàs. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 janvier 2026 de l'établissement exploité par l'entreprise COLAS FRANCE - Établissement Béarn et implanté Zone Berlanne, au 19 rue des Landes, sur la commune de Morlaàs (64160). L'inspection a été annoncée le 16 janvier 2026. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 29 janvier 2026 avait pour objet de :

- vérifier les suites données à l'inspection du 1^{er} août 2019,
- mettre à jour la situation administrative de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS SUD OUEST
- Zone Industrielle BERLANNE 64160 Morlaàs
- Code AIOT : 0005208746
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLAS FRANCE est une entreprise de travaux publics dont le siège est situé à Paris. Elle est spécialisée dans la construction et l'entretien d'infrastructures de transports (routiers, ferroviaires, aériens), d'aménagements urbains et de loisirs.

Le site de Morlaàs dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 09/IC/245 du 9 novembre 2009 délivré à la SAS ETC BTP pour l'exploitation d'une plate-forme de regroupement, transit et valorisation de déchets du BTP.

Par lettre du 11 avril 2011, l'exploitant a demandé le bénéfice du droit d'antériorité pour les activités de son site de Morlaàs, au titre des rubriques n° 2515-1, 2794-2, 2710-2, 2713-2, 2714-2, 1532-2b et 2517-2, qui a été acté par courrier préfectoral du 23 mai 2011.

Le rapport de la visite d'inspection du 1^{er} août 2019 a mis en évidence des évolutions d'activités sur le site de Morlaàs ainsi que l'absence de déclaration de changement d'exploitant et a fait l'objet de demande de suites auprès du nouvel exploitant.

Celui-ci a répondu à l'inspection le 20 décembre 2019.

Dans sa réponse, l'exploitant précise que seule l'activité broyage/concassage de matériaux reste exercée sur la plate-forme et relève dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1, à la suite de la publication du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées.

L'exploitant a procédé à la déclaration de changement d'exploitant le 19 décembre 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant souhaite connaître la réglementation applicable pour exploiter une installation de collecte de déchets non dangereux inertes (dépôts de type béton recyclé, de terres, etc.) provenant de producteurs autres que l'entreprise COLAS.

Observations

Si les déchets non dangereux (inertes ou non) sont apportés directement par le producteur, alors cette activité relève de la rubrique n° 2710-2 de la nomenclature des installations classées dont le contenu est décrit ci-dessous.

Rubrique n° 2710-2 : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719

Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :

- a) Supérieur ou égal à 300 m³ (E)
- b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³ (DC)

Si les déchets non dangereux inertes sont collectés et apportés sur le site par un tiers non

producteur des déchets, alors cette activité relève de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées dont le contenu est décrit ci-dessous.

Rubrique n° 2517 : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques

La superficie de l'aire de transit étant :

1. Supérieure à 10 000 m² (E)
2. Supérieure à 5 000 m² et inférieure ou égale à 10 000 m² (D)

Si les déchets non dangereux sont non inertes et collectés et apportés sur le site par un tiers non producteur des déchets, alors cette activité relève de la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées dont le contenu est décrit ci-dessous.

Rubrique n° 2716 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

1. Supérieur à 1 000 m³ (E)
2. Supérieur à 100 m³ et inférieure ou égale à 1 000 m³ (DC)

Si l'activité relève du régime de la déclaration, la procédure est dématérialisée et s'effectue en ligne sur <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>.

Si l'activité relève du régime de l'enregistrement, un dossier de demande d'enregistrement doit être constitué conformément aux dispositions des articles R. 512-46-1 et suivants du Code de l'environnement. Il est à déposer soit au format papier auprès des services de la préfecture, soit par téléprocédure sur <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R62282>.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Cessation d'activité pour la rubrique en enregistrement | Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-46-25 (Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 1er juin 2022) | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------|---|-------------------|
| 2 | Nuisances visuelles et sonores | Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 2.2 et 20 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 29 janvier 2026 a permis de constater que :

- l'exploitant n'exerce plus l'activité de broyage-concassage de déchets non dangereux inertes (rubrique n° 2515-1 soumise au régime de l'enregistrement). Celle-ci aurait cessé depuis 2019/2020 d'après l'exploitant,
- les différentes autres rubriques de la nomenclature des installations classées se situent soit sous le seuil du régime de la déclaration, soit ne correspondent à aucune activité exercée sur le site. Cela est en concordance avec les éléments transmis par l'exploitant dans sa réponse du 20 décembre 2019.

Il est demandé à l'exploitant de notifier au préfet la date de mise à l'arrêt définitif de l'activité "broyage concassage de déchets non dangereux inertes" de son site.

Comme la date de mise à l'arrêt définitif serait a priori antérieure au 1^{er} juin 2022, l'exploitant transmet par voie électronique à l'inspection un mémoire des mesures prises pour la mise en sécurité du site.

Ce mémoire comporte a minima les éléments listés au paragraphe II (1°, 2°, 3° et 4°) de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement, version en vigueur du 12 juillet 2011 au 1^{er} juin 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité pour la rubrique en enregistrement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-46-25 (Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 1er juin 2022) |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2515-1 |
| Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; |

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.

Suites de l'inspection du 1^{er} août 2019

Dans sa réponse du 19 décembre 2019, l'exploitant précise que seule l'activité de broyage / concassage de matériaux est encore exercée sur la plate-forme et relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515-1 de la nomenclature des installations classées. Les autres activités sont en-deçà des seuils de classement des rubriques concernées ou alors n'ont jamais été exercées sur le site.

Constats :

Le jour de l'inspection, aucun broyeur / concasseur n'est présent sur la plate-forme. Il est également constaté l'absence d'activité relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant indique que l'activité de broyage/concassage n'est plus exercée sur le site depuis 2019/2020.

Sous réserve de confirmation de la cessation de l'activité de broyage / concassage, le site ne relève plus de la législation des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant notifie la date de mise à l'arrêt définitif de l'activité broyage / concassage de déchets non dangereux inertes du site au préfet.

Si la date de mise à l'arrêt définitif est confirmée comme étant antérieure au 1^{er} juin 2022, l'exploitant transmet par voie électronique à l'inspection un mémoire des mesures prises pour la mise en sécurité du site.

Ce mémoire comporte a minima les éléments de réponse listés au paragraphe II (1°, 2°, 3° et 4°) de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement, *version en vigueur du 12 juillet 2011 au 1^{er} juin 2022*.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Nuisances visuelles et sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 2.2 et 20

Thème(s) : Risques chroniques, Impacts vis à vis du nouveau lotissement en face du site

Prescription contrôlée :

Article 2.2 : Intégration Paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,)

Prévention du bruit et des vibrations - Article 20 : Véhicules et Engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

Constats :

Dès lors que la cessation des activités mentionnée au point de contrôle n°1 ci-dessus aura été notifiée, les activités exercées sur la plate-forme, exploitée par COLAS FRANCE - Établissement Béarn, ne seront plus soumises à la législation des installations classées, ce qui aura pour conséquence d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 09/IC/245 du 9 novembre 2009.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations :

Dès lors que les activités exercées sur le site n'entrent plus dans le champ d'application de la réglementation des installations classées, la réglementation applicable pour le site est la suivante :

- la partie intégration paysagère relève désormais du document d'urbanisme actuellement en vigueur sur la commune de Morlaàs,
- la partie « prévention du bruit » est soumise aux dispositions prévues par le Règlement Sanitaire Départemental des Pyrénées-Atlantiques - Titre V.

Type de suites proposées : Sans suite